
Publié le: 30-12-2009

Source: [Portal Europe](#)



Occasion pour M. Zapatero, affaibli, d'améliorer sa santé politique Par LatinReporters.com.

La mise en œuvre du Traité de Lisbonne, la récupération économique en Europe, le renforcement de l'influence internationale de l'Union européenne (UE) et l'Europe des citoyens sont les quatre priorités de la présidence tournante de l'UE assumée au premier semestre 2010 par l'Espagne. En net recul dans les sondages, le gouvernement socialiste de M. Zapatero y voit l'occasion de redorer son blason.

José Luis Rodríguez Zapatero a énoncé plusieurs fois dans le même ordre ces 4 priorités devant des institutions européennes et nationales, notamment le 16 décembre dernier à Madrid au Congrès des députés, la chambre basse des Cortes. (Texte intégral, traduit en français, du discours de M. Zapatero).

Cette quatrième présidence semestrielle de l'Espagne depuis son adhésion à l'UE, le 1er janvier 1986, coïncide avec la plus grave crise économique mondiale depuis 1929 et avec une nouvelle phase de l'UE, marquée par le renouvellement de la Commission et du Parlement européens, ainsi que par l'application d'un nouveau traité, le Traité de Lisbonne, entré en vigueur le 1er décembre 2009 après huit ans de gestation accidentée.

Dans ces circonstances, la présidence exercée par l'Espagne, frappée par un taux de chômage supérieur à 19% (selon Eurostat), sera pionnière et délicate. Elle sera relayée par la Belgique et la Hongrie, qui assumeront les deux présidences tournantes suivantes. Il revient à ce trio de mettre solidement en selle le premier président dit "permanent" ou "stable" du Conseil européen, l'ex-Premier ministre social-chrétien belge Herman Van Rompuy (son mandat de deux ans et demi est renouvelable une seule fois), ainsi que la titulaire d'une diplomatie communautaire renforcée, la travailliste (mais néanmoins baronne) britannique Catherine Ashton, haute représentante pour la politique extérieure. Ces deux personnalités ont étreint le 1er décembre les fonctions que leur octroie le Traité de Lisbonne.

Malgré la "cellule de coordination" qu'ils ont mise en place, la cohabitation entre MM. Zapatero et Van Rompuy n'est pas à l'abri de frictions. Le nouveau président permanent conduira tous les sommets, mais en laissant une place privilégiée au dirigeant socialiste lors de ceux tenus en Espagne. Le risque d'un dérapage réside dans la nécessité absolue, pour M. Zapatero, de tirer

Espagne-UE 2010: priorités de la présidence espagnole de l'Union européenne

parti de sa présidence tournante pour freiner la chute de sa popularité. La gestion catastrophique en Espagne de la crise économique, crise reconnue trop tard par José Luis Rodriguez Zapatero, et le record historique de plus de quatre millions de chômeurs qui en découle offrent aux conservateurs espagnols du Parti Populaire une avance peu commune de cinq points dans un récent sondage, 43,3% contre 38,1% aux socialistes.

Mais retour aux quatre priorités de la présidence semestrielle espagnole. Pour chacune d'elles, le gouvernement de Madrid a programmé diverses initiatives.

1. Mise en œuvre du Traité de Lisbonne

Collaboration avec le président permanent Herman Van Rompuy pour élaborer l'ordre du jour et formuler les conclusions des Conseils européens. Participation à la création de la réglementation nécessaire à l'application du Traité de Lisbonne, en particulier celle qui établira le Service européen pour l'action extérieure chapeauté par Catherine Ashton. Transformation de la présidence tournante de l'UE en outil efficace et complémentaire des nouvelles institutions.

2. Récupération économique en Europe

Intensifier la coordination des politiques économiques et financières entre les différents acteurs qui jouissent de l'autorité politique pour les appliquer. Relève du défi de la globalisation par l'amélioration de la capacité d'innovation. Encourager l'adoption d'un Plan européen d'innovation ambitieux. Poursuite de la lutte contre le changement climatique. Promotion d'initiatives technologiques et industrielles susceptibles de consolider la position de l'Europe dans l'économie verte. [Ndlr - L'Espagne est en pointe sur le développement des énergies solaire et éolienne].

Renforcer le module social face au vieillissement de la population et aux ravages de la crise. Améliorer l'adaptation des capacités des travailleurs aux besoins du marché. Contribution active au Conseil européen informel de février 2010 sur la situation économique, convoqué par le président permanent Herman Van Rompuy pour étudier la nouvelle stratégie économique en vue de son approbation lors du Conseil européen de printemps.

3. Renforcement du rôle international de l'Union européenne

Contribuer à la définition d'une véritable politique extérieure et de défense commune faisant de l'UE un acteur planétaire global. Agenda comportant de nombreux sommets, multilatéraux avec l'Amérique latine-Caraïbes et avec les pays de l'Union pour la Méditerranée, bilatéraux avec les Etats-Unis, le Canada, le Chili, l'Egypte, le Japon, le Maroc, le Mexique et le Pakistan.

Intensification des relations entre l'Europe et l'Amérique latine. Possible signature de l'Accord d'association de l'Union européenne avec l'Amérique centrale, ainsi que d'accords commerciaux avec différents Etats, comme la Colombie et le Pérou. Tentative de relance

Espagne-UE 2010: priorités de la présidence espagnole de l'Union européenne

des négociations entre l'Union européenne et Mercosur (marché commun unissant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et, en phase de négociation, le Venezuela).

Proposition de normalisation des relations de l'UE avec Cuba par la signature d'un accord de coopération et l'abandon de la "position commune" européenne qui fait dépendre cette normalisation de progrès en matière de droits de l'homme. [Ndlr - Cette proposition espagnole est polémique. La Suède, la République tchèque et des poids lourds tels que le Royaume-Uni et l'Allemagne pourraient la rejeter si la Havane n'offre pas en échange des gages significatifs d'ouverture démocratique].

Relance du processus de paix au Proche-Orient. Soutien (polémique aussi) de la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'UE. Progrès, lors du sommet avec la Russie, dans des domaines clés comme l'énergie, la sécurité et la mobilité. Accroître la collaboration économique et politique avec les Etats-Unis. [Ndlr - Les éditorialistes madrilènes rient encore du messianisme de cette recommandation adressée en juin dernier aux Espagnols par Leire Pajin, née du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Zapatero: "Je vous suggère d'être attentifs au prochain événement historique qui se produira sur notre planète: la coïncidence de deux présidences progressistes des deux côtés de l'Atlantique, la présidence d'Obama aux Etats-Unis et la présidence de l'UE qu'assumera Zapatero"].

4. L'Europe des citoyens

Promouvoir des initiatives qui renforceront et garantiront l'exercice des droits figurant dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Encourager l'adoption d'une proposition visant à réglementer la procédure, prévue par le Traité de Lisbonne, de l'initiative législative pouvant émaner d'au moins un million de citoyens de l'UE. Étendre l'égalité entre hommes et femmes.

Poursuivre de la lutte en faveur de l'éradication de toutes les formes de violence à caractère sexiste. Proposition de création d'un observatoire européen sur la violence sexiste. Proposition d'adoption d'une Ordonnance européenne de protection de la femme et d'un numéro de téléphone européen unique pour dénoncer la violence sexiste.